

## **Mission ministérielle des achats**

### **APPEL A COMPETENCES (RFI) RECRUTEMENT AMO (Assistance à maîtrise d'ouvrage) POUR L'ORGANISATION DU SOMMET AFRIQUE-FRANCE DE NAIROBI 2026**

#### **Note à l'attention des opérateurs économiques**

#### **1. Précisions liminaires :**

Le questionnaire joint à la présente note ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement des porteurs du projet à lancer ultérieurement une consultation sur l'objet de la demande d'information.

Réciproquement, les réponses au questionnaire ne revêtent aucune valeur contractuelle de la part de leurs auteurs.

#### **2. Objet et contexte de la demande :**

La présente demande de réponses au questionnaire se place dans le cadre d'analyses préliminaires conduites par la Mission ministérielle des achats et la direction du Protocole d'Etat et des événements diplomatiques (Sous-direction des événements internationaux) du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE).

Au sein de la sous-direction des événements internationaux, le pôle de la logistique événementielle coordonne et pilote l'organisation matérielle des sommets et des conférences internationales qui se déroulent principalement en France métropolitaine, en liaison le cas échéant avec les secrétaires généraux des conférences internationales. Cette sous-direction se compose aussi d'un bureau des affaires financières (CIDO) et d'un pôle marchés publics.

La demande d'information a pour objet d'identifier les opérateurs économiques susceptibles de répondre aux besoins, les solutions proposées et de déterminer des conditions générales de réalisation du projet.

## **Mission ministérielle des achats**

### **3. Périmètre et durée du projet :**

L'accord-cadre est conclu au bénéfice du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et s'étendrait sur une durée de 6 mois.

### **4. Présentation générale du projet :**

La présente demande d'informations est un appel à compétences concernant le recrutement d'AMO (Assistant à la maîtrise d'ouvrage) dans le cadre de l'organisation du Sommet Afrique-France des 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, Kenya.

A titre indicatif, l'étendue des prestations est le suivant :

- Supervision de la conception, de la réalisation/ installation et du démontage de toutes les infrastructures temporaires installées au sein du KICC (Centre international de conférence Kenyatta) et en périphérie qui permettent la tenue du Sommet ;
- Assurer le suivi des prestations techniques, en lien avec la co-présidence kenyane du Sommet ;
- Veiller au respect des budgets de chacune des prestations ;

Les types de prestations attendues sont développées au sein du support de réponse.

### **5. Protection des informations communiquées :**

L'exploitation des réponses est réalisée par la mission ministérielle des achats du MEAE. Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet.

### **6. Modalités de correspondance et de remise des réponses :**

## **Mission ministérielle des achats**

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leur réponse au questionnaire par courrier électronique via PLACE au plus tard le **13 novembre 2025 à 12h00** (heure de Paris) :

Les opérateurs peuvent communiquer d'autres documents que le support de réponse fourni dans le présent dossier s'ils le souhaitent (PowerPoint de présentation par exemple).

- **Contenu des dossiers de réponse :**

Les réponses au questionnaire peuvent être présentées directement en complétant le document « support de réponse », joint à la présente note. Les opérateurs économiques peuvent compléter leur réponse en portant à l'attention de l'administration toute information qu'ils jugeraient utile.

- **Demande de précisions et remise des dossiers de réponses :**

Les opérateurs économiques peuvent demander des précisions sur la demande d'informations. La demande de précisions doit être adressée par courrier électronique via la PLACE.

## **7. Calendrier :**

Dans le cadre des analyses préalables, les opérateurs économiques sont informés que des échanges par écrit ou des entretiens téléphoniques peuvent être organisés.

La consultation est susceptible d'être publiée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) au cours du dernier trimestre de l'année 2025.